

CONGO-BRAZZAVILLE : LES DÉRIVES INQUIÉTANTES DES « STRATÉGIES » POLITIQUES

**Saturnin CLOUD
BITEMO**, Jésuite.
Directeur du Centre
saint Pierre Claver
Tambacounda –
Sénégal.
crbitemo@yahoo.fr

Le Congo-Brazzaville, ancienne colonie française, traverse, depuis quelques temps, une zone de turbulence. En prenant les altitudes, il y a presque six mois, avec l'annonce et la tenue du référendum du 15 octobre 2015 sur le changement de la constitution congolaise du 20 mars 2002 jusqu'à la tenue de l'élection présidentielle anticipée de mars 2016, ce pays, aux quatre millions d'habitants, était loin d'imaginer qu'il venait d'emprunter un couloir délicat dont la présence de quelques épaisses nuages annonçait déjà, au loin, le mauvais temps à venir. Cependant, il faut vite souligner que le vote est un devoir civique et que consulter son peuple relève de la démocratie. Mais l'opportunisme de ces rendez-vous électoraux fit sonner l'alarme quant aux conséquences malheureuses de cette situation. Certaines voix tiraient déjà l'alarme sur le risque réel que courait le pays, et les dérapages certains auxquels il s'exposait inutilement. Théoriquement, la bonne tenue des élections apaisées et acceptées par tous, en Centrafrique, devrait ouvrir un chemin des lendemains meilleurs. Au Congo-Brazzaville, par contre, les dernières élections ont ouvert une période d'incertitudes, un chemin des lendemains vraiment difficiles, et de grandes épreuves. La proclamation nuitamment des résultats définitifs, dans un silence de mort et sur fond d'attaques des quartiers sud à l'arme lourde et la prestation de serment du nouveau président dans un climat tendu, loin d'apaiser les citoyens, fragilise un peu plus la situation déjà précaire. Elle divise aussi la population en deux camps opposés et enfonce inexorablement le pays dans le chaos.

Cette inquiétude, bien que fondée, ne devrait pas être surestimée, diront quelques esprits optimistes et surtout proches du pouvoir. Ils arguent que tout va se calmer avec le temps. Ce qui est d'ailleurs le souhait de tous. Ce pays a déjà connu des

crises très graves qui ont secoué profondément son existence juridique et sa cohésion sociale. Il a toujours su, avec le génie de ses enfants, remonter la pente et ouvrir le chemin du dialogue direct ou indirect entre les différents acteurs du pays¹. Mais, lorsqu'on fait une interprétation ou une lecture sans émotion et sans parti pris de la situation présente ; lorsqu'on scrute un certain nombre des faits, gestes et discours qui ont été produits durant la période électorale, on réalise soudain que le pays court vers un mûr, vers une catastrophe.

Pourquoi les congolais en sont-ils arrivés là ? Pourquoi les brèches ouvertes avec la tenue de la conférence nationale souveraine en 1991, pour paraphraser Eboussi Boulaga², se sont-elles refermées assez vite ? Pourquoi l'heureuse expérience réussie, en 1992, de l'alternance politique pacifique s'est vite estompée dans ce pays et a laissé place à la violence, à la division et à la mort ? Et pourquoi dans certains pays d'Afrique noire, comme le Bénin, les votes se sont-ils bien passés ? Nous sommes engagés sur le terrain de l'histoire. Ainsi, à partir d'un certain nombre de données, je m'efforcerai de comprendre la situation actuelle du pays ; situation hybride, sans visibilité claire, qui ressemble à un atterrissage raté de « nouvelles institutions » du pays. Je m'arrêterai sur les différentes stratégies politiques du pouvoir et celles de l'opposition sur fond d'une profonde aspiration du peuple à l'alternance, à la paix, à l'unité, et dont les dérives ont occasionné la situation actuelle que vit le Congo. Je rechercherai enfin les causes endogènes³ de cette catastrophe annoncée.

1 C'est l'appel incessant de l'opposition congolaise aujourd'hui face à la situation dans le Pool qui vient compliquer un peu plus la situation économique, sociale et politique du pays déjà chaotique. Mais le gouvernement semble prendre l'option militaire pour mettre un terme à la crise dans le Pool, un des neuf départements du pays. La nomination d'un nouveau commandant de la zone militaire n° 9 dans cette région en est le signe. Et pourtant cela fait six mois que les militaires sont sur le terrain pour traquer le pasteur Ntumi et ses deux acolytes. Sans succès pour l'instant.

2 Eboussi BOULAGA, *Les conférences nationales en Afrique noire, une affaire à suivre...*, Paris, Karthala, 1993.

3 Ce parti pris des causes endogènes n'occulte en rien les causes exogènes qui sont aussi importantes et capitales pour comprendre les enjeux réels de la vie politique et économique de nos pays africains. La montée en force de la Chine, de la Russie, de l'Inde, du Brésil, de l'Afrique du Sud, de la Turquie, etc., signifie en d'autres termes l'ouverture des nouveaux types de rapports dans la vie des nations. Les anciens bastions occidentaux sont bousculés par l'arrivée des nouvelles puissances qui veulent faire de l'Afrique des « partenaires » pour consolider leur rayonnement économique et politique dans le monde. Pour leurs propres intérêts, nos dirigeants célèbrent des noces pompeuses avec des nouveaux venus sans pourtant rompre le premier contrat avec les anciens colonisateurs. Par ses faiblesses multiformes et ontologiques, l'Afrique reste, comme au temps de la guerre froide, le terrain d'expérimentation de tout cela avec, en perspectives, des guerres ouvertes de positionnement, transposées malheureusement mais avec notre propre complicité sur nos terres, dans nos forêts, dans nos déserts ou au bord de nos fleuves coïncant nos dirigeants dans une équation à plusieurs inconnus. Conjuguer donc ensemble la conquête et/ou la conservation du pouvoir en Afrique noire par tous les moyens, le respect de la souveraineté nationale ou de la loi fondamentale, la réalité de nouvelles relations internationales et l'aspiration du peuple à plus de démocratie, de justice et de paix devient une opération complexe.

La stratégie du pouvoir

La stratégie peut être comprise comme la science et l'art de mettre au point et d'utiliser les forces politiques, économiques, psychologiques et militaires, dans la mesure des besoins, en temps de paix ou de guerre, dans le but d'apporter le plus grand soutien possible à une politique afin d'augmenter les probabilités et les conséquences favorables de la victoire et de diminuer les risques de défaite.

Il est facile, en effet, de comprendre les intentions réelles du pouvoir au Congo-Brazzaville. On n'a pas besoin, en tout cas, de sortir de grandes écoles ou d'être en possession d'un diplôme en sciences politiques pour déceler les intentions les plus profondes ou cachées des dirigeants congolais : se maintenir au pouvoir par tous les moyens pour contrôler tous les circuits ou leviers du pouvoir politique et économique afin d'échapper à la justice tant au plan national qu'international. Dès lors, quels sont les mécanismes mis en place pour atteindre un tel but ?

Parler de stratégies pour les groupements politiques sous nos tropiques, c'est mettre ces partis politiques sur un piédestal où ils ne doivent pas être lorsqu'on regarde leur composition, leur mode de fonctionnement et leur capacité de survivre même après la perte du pouvoir. Nous avons encore affaire à des groupements ethnico-mafieux, sans idéal clair, portés par des slogans creux. Le seul souci est de se maintenir ou d'accéder au pouvoir. Après plus d'un demi-siècle de vie politique, on peine à avoir des structures politiques bien organisées, bâties sur des bases claires et honnêtes, portées par un idéal, assises sur une représentativité nationale, orientées vers un type de gouvernement ou système politique susceptibles de résoudre les problèmes réels de nos États. Ce qui est encore troublant pour le Congo, c'est que ce pays, tout comme les autres États d'Afrique, compte un grand nombre des cadres formés dans les universités les plus prestigieuses d'Occident : France, Ex-URSS, Japon, Italie, etc. On s'attendrait à ce qu'ils importent au moins le modèle de société des pays où ils ont été formés. On s'attendrait qu'ils imitent, s'il est vrai que l'imitation, souligne Dominique Ngoie Ngalla, assume une fonction pédagogique si elle se donne pour fin d'amener l'élève à prendre conscience de son talent personnel, à se réveiller à ses valeurs dormantes, à se détacher, pour finir, du modèle. Pour comble de malheur, l'Afrique n'a imité de son maître que sa brutalité et sa violence, laissant de côté le versant positif et humain de son génie, qui est loin d'être de bout en bout barbare⁴.

Pour des raisons méthodologiques, arrêtons-nous d'abord sur trois considérations importantes qui ont largement influencé les stratégies aussi bien du pouvoir que de l'opposition, à savoir : le contexte général et le plus immédiat, l'expérience du Burkina, la complexité des rela-

4 Dominique NGOIE Ngalla, « Afrique : quand l'histoire nous rattrape et prend le visage de la fatalité », in *La semaine africaine*, n° 3457, mars 2014.

tions des ex-colonisés avec l'ancienne puissance colonisatrice et l'avenir politique immédiat de la RD Congo.

Les événements de novembre 2014, au pays des hommes « intègres », sont devenus un cas d'école surtout pour les pays en quête d'alternance politique. Après les espoirs entretenus un moment par les révolutions du Maghreb de 2011, ce vent qui a semblé s'essouffler dans les dunes du désert a finalement gagné l'Afrique au sud du Sahara en commençant par le pays de Thomas Sankara. Cette expérience a été diversement interprétée selon que l'on est de l'opposition, de la société civile ou de la majorité présidentielle. Si l'opposition, tout comme la société civile, y trouvaient un des points focaux de leur combat et de leur détermination à en découdre avec le régime en place ; le pouvoir, de son côté, s'en était inspiré à sa manière pour se protéger contre tout soulèvement populaire pouvant anticiper la fin du règne, comme on l'a dernièrement vu à Ouagadougou avec l'homme de Ziniaré⁵. C'est aussi cela une stratégie. On a affaire à un ennemi vivant, dynamique, capable de réagir et de mettre à mal la partie adverse. Le pouvoir de Brazzaville y voyait donc un signal fort pouvant accélérer sa fin. La mise en avant de la garde présidentielle, pour sécuriser le pays au détriment de l'armée nationale congolaise, explique ce choix de la présence de quelques militaires à l'esprit républicain au sein des forces armées congolaises.

Pour la deuxième considération, celle de la complexité des relations des ex-colonisés avec l'ancienne puissance colonisatrice, Franz Fanon⁶ avait déjà, dès les années cinquante, ouvert les débats sur la problématique du complexe du colonisé vis-à-vis de son colonisateur, en réponse à la thèse de Mannoni qui parlait du besoin d'être dirigé et de l'existence des « germes d'infériorité » chez le futur colonisé. L'historien camerounais Achille Mbembe y a remis dernièrement le couvert avec la publication de son ouvrage⁷, dont la recension faite par François-Xavier Akono⁸ dans la revue *Études*, donne les grandes lignes. Il est vrai que pour la *realpolitik*, et pour des liens historiques et « sentimentaux », la position officielle française, dans ses ex-colonies pour des questions politiques, économiques et socio-culturelles, reste incontournable et déterminante. Son expertise est toujours demandée sur ce qui se fait dans les ex-colonies. Michel Sapin, ministre français de l'économie, était l'hôte des chefs d'État de la Cemap, lors de leur dernier sommet tenu à Yaoundé, le vendredi 16 et samedi 17 décembre 2016, consacré essentiellement à la crise économique que traversent presque tous les six pays de la sous-région à cause de la chute du baril de pétrole, de la lutte contre la secte de Boko Haram (Cameroun-Tchad) et des consé-

5 Ziniaré, localité située à une centaine de Kilomètre de Ouagadougou, est le village natal de Blaise Compaoré.

6 Franz FANON, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Seuil, 1952.

7 Achille MBEMBE, *Politiques de l'inimitié*, Paris, Karthala, 2016.

8 François-Xavier AKONO, Recension du livre *Politiques de l'inimitié* d'Achille MBEMBE, in *Études*, juin 2016.

quences de toutes les crises post-électorales dans trois des six pays (Gabon, Congo-Brazza et Tchad).

Avec une pointe d'ironie, l'écrivain congolais Alain Mabanckou disait qu'il fallait aussi parler, pour résoudre la crise actuelle congolaise, avec la « mère ». Mais les effets de ce discours sur les ex-colonisés frisent l'enfantillage et provoquent la honte et l'indignation totale selon qu'il est favorable ou défavorable pour tel ou tel autre camp. La dernière sortie du président Hollande, à la veille du référendum du 15 octobre 2015 reconnaissant au président Sassou « le pouvoir de consulter son peuple », a été comprise à la fois comme un chèque en blanc pour le pouvoir, et une trahison de la lutte pour la démocratie et les libertés selon l'opposition et la société civile, le renvoyant à son discours de Dakar, en 2014, sur le respect des délais constitutionnels en Afrique. L'attente d'un soutien extérieur de la France et parfois son silence posent problème pour nos acteurs politiques et faussent sensiblement le jeu politique dont les conséquences rendent instable le combat politique qui devient sujet aux humeurs et intérêts des uns et des autres.

La troisième considération est la crise annoncée que traverse déjà la RD Congo, en ce début de la nouvelle 2017. Sans être un faiseur de guerre, l'horizon du pays est couvert de nombreux nuages. Cette nouvelle année que nous venons de commencer risque d'être l'année de tous les dangers pour ce pays. Les gesticulations incompréhensibles et inutiles du président Kabila (et de sa famille politique) qui finit son deuxième et dernier mandat comme président, conformément aux dispositions de l'article X de la constitution congolaise, exposent ce pays qui commençait pourtant à panser ses plaies à d'autres souffrances, bien que sa partie orientale soit encore plongée dans des violences séculaires. Il y a eu encore des morts à Béné, le 25 décembre 2016, sans compter ceux qui sont tombés lors des manifestations du 19 et 20 décembre dernier. De quoi a-t-il vraiment peur, le président Joseph Kabila ? Toutes les raisons avancées par son entourage n'ont qu'une seule finalité : se maintenir au pouvoir pour échapper ainsi à la justice. Il a en tout cas le choix entre l'histoire et la politique : mettre le pays sur les rails en laissant des institutions solides et démocratiques. Mais pour cela, il aurait fallu, selon le mot de Jean d'Ormesson, qu'il « quitte la politique pour entrer dans l'Histoire ». Le président Kabila semble avoir choisi la politique alors même qu'une partie importante de son peuple l'attend au carrefour de l'Histoire. Sa stratégie de brandir le chaos, en cas de force pour le contraindre à partir, ne risque pas de passer. A-t-il un calendrier caché ? En tout cas, le peuple n'est plus prêt à accepter ces jongleries. Sa quête de dialogue à la fin de son mandat cache cette intention de rempiler en modifiant la constitution. La reprise en main de ce dossier du dialogue par l'Église catholique, après le premier dialogue initié par l'Union

africaine, annonce de bonnes perspectives. Mais là aussi, il faut être vigilants quant au respect des textes de cet accord. C'est le problème des politiciens congolais. La précipitation du pouvoir de Brazzaville à faire vite a, sans doute, un lien avec cette situation. Il fallait, très tôt, se mettre sous l'ombre de la RD Congo, ce géant (de l'Afrique centrale) dont les enjeux économiques et politiques sont plus importants que les quelques barils de pétrole extraits aux larges de Pointe-Noire. Le pouvoir de Brazzaville veut jouer aux sapeurs-pompiers, cherchant à soigner, aux yeux de la communauté internationale, la petite vérole qui marque la dernière élection présidentielle, pour reprendre Alain Mabankou.

Ainsi va malheureusement le monde, notre monde et ce pouvoir de Brazzaville l'a bien compris. L'acte de naissance de notre Afrique, dans la configuration actuelle, signé ou délivré à Berlin entre novembre 1884-février 1885, par les mêmes puissances, ne porte-t-il pas ce sceau où les matières premières pesaient plus que les vies humaines, les hommes et les femmes habitant ces espaces ?

Toutes ces trois conditions se sont arrimées aux stratégies principales mises en place par le pouvoir et qui portent sur la surprise, la course, la friction. Tous les rendez-vous électoraux du pays ont subi cette loi, depuis la rédaction de la nouvelle constitution à la convocation et à la tenue du référendum, jusqu'à l'élection présidentielle anticipée et même la proclamation des résultats. La fin justifie les moyens, rappelle l'un des pères de la science politique. De façon plus générale, tous les types de manœuvres, d'une manière ou d'une autre supposent un prix à payer quels que soient la nature du combat et les moyens utilisés. Quant aux deux facteurs classiques de la surprise, le secret et la ruse, ils préparent souvent le terrain en vue de la manœuvre mais supposent également un prix à payer, à savoir le flou dans lequel le Congo-Brazza est plongé depuis. Alors dans ce cas, et pour des raisons inavouées qui ressemblent à des calculs machiavéliques ou politiques, ces signes annonciateurs d'une crise aux conséquences très graves pour la vie du pays n'eurent aucun effet sinon pour estomper, du moins pour ralentir la course à laquelle se livrait le pouvoir pour dérouler son plan.

L'opposition, l'autre face de la médaille

Avant d'aborder les stratégies de l'opposition, il me semble intéressant de donner quelques caractéristiques de cette opposition telle qu'elle est et telle qu'elle fonctionne sous nos tropiques depuis l'avènement de la démocratie. Dans une étude sur les oppositions en Afrique publiée dans le magazine *Afrique-Asie*⁹, Acheikh Ibn-Oumar décrit avec clarté et profondeur la situation de nos partis d'opposition en Afrique. Déconsidérées (ces oppositions africaines), rarement capables de proposer des projets de

9 Acheikh IBN-OUMAR, « Dépasser l'obsession électoraliste » in *Afrique-Asie*, n°132, novembre 2016.

société s'appuyant sur un travail de terrain et une réflexion idéologique, elles se contentent de se dire pour la « démocratie » et la « bonne gouvernance », en visant avant tout le pouvoir. Mais pour quel changement social face aux bouleversements du monde ?, s'interroge l'auteur.

Ensuite, l'auteur s'insurge contre l'absence de toute idéologie qui doit porter toute formation politique. On peut critiquer les différentes idéologies (qui ont créé une allergie contre tout discours idéologique)

L'authenticité », « le marxisme », « le panafricanisme », la « Troisième théorie » ... claironnées par Mobutu, Mengistu, Sekou Touré et Kadhafi. Mais au-delà de leur bilan, les régimes *postindépendance* avaient tenté de répondre à la question essentielle qui se posait à tout État naissant : la construction nationale. On comprend alors que les systèmes issus des mouvements de libération très structurés (Algérie, Afrique du Sud, Mozambique...), au-delà des spécificités, étaient naturellement plus outillés pour formuler des solutions consistantes à cette question. Nous faisons toujours face au défi d'élaboration des schémas fondamentaux répondant aux problèmes posés par l'évolution historique de nos sociétés¹⁰.

On ne peut donc pas construire une nouvelle nation avec cette démocratie de l'assistanat démocratique qui doit son salut à l'intervention extérieure, avec les thèmes creux d'alternance, bonne gouvernance, l'obsession électorale.

En pratique, ces partis ne se réveillent que pendant les élections. Le peuple se mobilise, galvanisé par la promesse d'une victoire inévitable. Au pis, l'alternance tant attendue se dérobe une nouvelle fois et, au mieux, l'alternance n'améliore en rien le quotidien des citoyens. Situation résumée par les jeunes Burkinabè : « Ali Baba est parti, mais les quarante voleurs sont toujours là ! »¹¹.

L'Afrique a besoin d'un nouveau leadership. Des hommes et des femmes qui voient loin. « Tout au long de l'histoire, jusqu'il y a peu en tout cas, les crises sociales ou politiques entravant la bonne marche ou l'intégrité de l'État, nous dit encore Ngoie Ngalla, étaient l'occasion de l'émergence de grands hommes. Des hommes à la stature de géant, dont le génie, le courage et la détermination étaient, à eux seuls, capables d'imprimer un tour différent à une situation qui menait fatalement le pays au chaos. Ainsi, près de nous, Mandela, Martin Luther King, Gandhi, ... Or, en ce qui concerne le Congo, empêtré depuis bientôt deux décennies dans la pire phase de son histoire, malgré les promesses de « nouvelle espérance » et de « chemin d'avenir », le grand homme se fait toujours attendre. »¹²

¹⁰ *Idem.*

¹¹ *Idem.*

¹² Dominique NGOIE Ngalla, « Opposition congolaise : entre faiblesses morales et médiocrité politique », in *La semaine africaine*, n°3451, 12 février 2014.

Ces grands esprits sont bien loin de nos opposants, experts en compromissions honteuses et rétifs à définir une ligne de démarcation claire entre eux et leurs adversaires à qui ils ressemblent étrangement. Cette ressemblance est forcément la raison de la mollesse de leur combat. Sans objectif clair, sans adversaire clairement déterminé, leur combat n'a jamais eu ne fût-ce qu'un semblant d'efficacité. Comment dans de telles dispositions, ceux qu'ils combattent ne continueraient-ils pas leur travail de sape des acquis et de l'avenir des congolais, quand ils ont pour adversaires des hommes et des femmes sans convictions, qu'ils peuvent apprivoiser à souhait, grâce à leurs puissants hochets ? Cette opposition est celle-là qui est présente au Congo, celle-là qui a participé à l'élection présidentielle anticipée du Congo. Les querelles de « chefs » parmi les opposants en panne de leadership, en plus de rajouter à la gadoue, souligne Wilfried Kivouvou, éludent les questions de fond, mais, également, révèlent une autre réalité qui n'a pas été suffisamment mise en évidence : l'échec du parti au pouvoir du point de vue de la formation de ces activistes-militants dont est issu le gros des troupes qui peuplent les rangs de l'opposition actuelle.

Comme le pouvoir, l'opposition congolaise a été influencée par trois facteurs importants dont un en commun avec le pouvoir : la chute de Compaoré par les « mouvements de la rue », la soif d'alternance pacifique du peuple et le climat de la communauté internationale « peu favorable » aux présidents inamovibles et toujours prompts à modifier à souhait et selon leurs convenances la loi fondamentale de leurs pays. Les États-Unis et l'Union européenne en tête ; l'Union africaine étant encore très timide à ce propos.

Il est évident que l'exemple du Burkina Faso, comme déjà mentionné plus haut, a fortement déterminé la stratégie de l'opposition qui pensait réitérer le même exploit contre le régime en place. Sauf que la chute de Blaise Compaoré comporte, à mon avis, quelques zones d'ombre encore à élucider. Son départ de Kosyam n'a pas encore livré tous les secrets. Des questions demeurent en suspens : Comment les grandes puissances ont-elles lâché, comme une mangue pourrie, leur champion, leur stratège, l'homme à tout faire dans le Sahel ? Le négociateur en chef de toutes les crises en Afrique de l'Ouest s'est-il compromis dans la crise malienne ? Devenait-il encombrant quant à l'évolution des enjeux dans la zone ? L'histoire nous fixera. *Quid* du mutisme de l'armée nationale burkinabé au début des événements ? Est-ce une vengeance parce que mise à l'écart depuis longtemps par le régime Compaoré au profit du Régiment spécial présidentiel ? Ou bien a-t-elle pris fait et cause pour le peuple pour sortir par la grande porte après tant d'années d'humiliation ? Des questions que l'opposition n'a pas bien étudiées avant de se lancer dans cette option de prendre la rue pour exiger le départ de

Dénis Sassou-Nguesso. C'est sûr aussi que le pouvoir s'est organisé en conséquence pour étouffer toute manifestation.

Quant au deuxième facteur, il va sans dire que le peuple congolais aspire à l'alternance pacifique du pouvoir politique. Une première expérience avait pourtant réussi en 1992, entre les présidents Pascal Lissouba, élu démocratiquement et Dénis Sassou-Nguesso, au pouvoir depuis 1979. C'est un des fruits de l'exorcisme public effectué lors de la conférence souveraine de 1991. Cinq ans plus tard, le Congo replongeait dans la violence meurtrière à la veille de l'élection présidentielle de juin 1997. Bien avant même cette date, les quartiers et quelques régions de la zone sud furent le théâtre des violences et des scènes de pillage à caractère ethnique sur fond de manipulation politique entre 1992-1994. Il n'y a eu ni bilan ni enquêtes. Les mêmes causes produisant les mêmes effets : conquête ou conservation du pouvoir par le sang des congolais. Et pourtant la conférence nationale avait posé des jalons pour un nouveau Congo. « *Les conférences nationales ont ouvert une brèche* », nous dit Eboussi Boulaga¹³. Et nous sommes aujourd'hui loin de cette brèche. Les appétits des politiciens sont plus grands que la vie des citoyens. Et donc, traumatisés par ces expériences sanglantes, le peuple a aspiré et continue d'aspirer à l'alternance pacifique dont la démocratie est un des systèmes politiques qui la garantit, avec le jeu des élections, cette passation de pouvoir dans la paix. De bons exemples existent déjà en Afrique. Les élections ne sont pas inutiles pour autant. L'alternance pacifique est évidemment préférable à l'auto-enfermement des pouvoirs dans une logique d'« après moi, le déluge ». Mais il est vital de comprendre que les changements électoraux ne sont qu'un aspect, pas toujours le plus essentiel, ni le plus urgent, de la lutte. C'est la société, toute la société, qu'il faut transformer, tous les jours et dans la durée. Les partis sont à la fois une arme, parmi d'autres, et une cible de cette transformation sociale¹⁴.

La « communauté internationale » est de plus en plus hostile au tripatouillage des Constitutions. L'Afrique porte les palmes d'or dans cet exercice qui n'honore ni nos régimes ni nos peuples déjà fragilisés par la misère. Si quelques pays d'Afrique de l'Ouest avancent sur ce point, ceux de l'Afrique centrale reculent. Dans un éditorial intitulé « Deux Afrique », Marwane Ben Yahmed¹⁵ a bien décrit avec objectivité la situation.

D'un côté, une Afrique de l'Ouest économiquement ou politiquement dynamique, de l'autre, une Afrique centrale rendue moribonde par l'effondrement des cours du pétrole et paralysée par un jeu démocratique calcifié où les alternances et les successions ont été renvoyées aux

13 Eboussi BOULAGA, *Les conférences nationales en Afrique noire, une affaire à suivre*, Paris, Karthala, 1993.

14 Acheik IBN-OUAMAR, « Dépasser l'obsession électoraliste » in *Afrique-Asie*, n°132, novembre 2016.

15 Marwane BEN YAHMED, « Deux Afrique », in *Jeune Afrique*, le 30 mai 2016.

calendes grecques. (...) Là, la paralysie. Des présidents qui empilent les mandats et les réformes constitutionnelles, fidèles au poste depuis des lustres, voire des décennies.

Cependant, investir la communauté internationale (assimilée en réalité aux puissances de l'OTAN) d'un devoir – qui se transforme en droit – de régler, et à la va-vite, les problèmes internes, provoque parfois des cataclysmes historiques, comme en Libye, Irak, Syrie, avertit Acheik Ibn-Oumar. Ce principe d'« assistanat démocratique » conforte les préjugés véhiculés par les médias, dissolvant la grande variété de nos cinquante-cinq États, dans l'image d'une Afrique ployant uniformément et éternellement sous la dictature, et attendant le salut de l'extérieur. Elle est surtout le symptôme des faiblesses de l'opposition dont la première est justement la non prise de conscience de ces faiblesses (...) ¹⁶. Et voilà aujourd'hui la Gambie (et hier le Gabon) qui fait la une dans les turpitudes démocratiques en Afrique. Pour expliquer ces situations, le journaliste togolais Jean-Baptiste Placca parle même des sources d'un sous-développement incurable.

La société civile, une troisième force ?

Devant l'échec des stratégies du pouvoir et de l'opposition pour la bonne marche ou du respect du jeu démocratique, la société civile congolaise comprenant les intellectuels, les confessions religieuses, devrait jouer le rôle de garant et de défenseur de la démocratie.

Cependant la faiblesse ou même l'absence totale de cette société civile et les nombreuses hésitations inquiétantes des confessions religieuses pour des raisons essentiellement et malheureusement tribales et mercantilistes compliquent un peu plus le schéma de sortie. En effet, la forte instrumentalisation politique du peuple congolais avec une bonne odeur ethnique depuis son indépendance politique jusqu'à aujourd'hui est tellement profonde et même séculaire qu'il sera difficile de voir sortir dans un tel contexte et sans leaders éclairés une société civile digne, indépendante, forte et capable de jouer ce rôle de défenseur comme nous le voyons dans certains pays africains où la démocratie fait quelques bonds en avant. Doit-on faire appel aux militaires à l'esprit républicain pour mettre de l'« ordre » ?

Évoquer encore la présence du corps habillé au premier plan dans un pays où les institutions marchent normalement peut paraître comme un recul ou une entorse à la démocratie qui est en fait une séparation de pouvoir. Dans l'éloge de la démocratie en effet, Périclès pose assez clairement les bases de ce système. Pour lui, l'armée est l'affaire des magistrats qui veillent à l'exécution des lois. Les plus importants sont les dix stratégies qui dirigent l'armée et la politique extérieure d'Athènes.

16 Cf. Acheikh IBN-OUMAR, « Dépasser l'obsession électoraliste » in *Afrique-Asie*, n°132, novembre 2016.

Par contre, ces stratèges étaient selon Périclès « désignés selon leur mérite plutôt qu'à tour de rôle ». En effet, il était vital pour la cité de désigner les citoyens les plus compétents pour les fonctions majeures, aussi les stratèges sont-ils élus par l'*Ecclésia* pour un an renouvelable. Il est donc une possibilité de faire appel aux hommes et aux femmes en tenue comme en 1992, pour régler le contentieux né de l'interprétation de l'article 75 de la Constitution de 1992 (encore la Constitution) qui stipulait que le président de la république nomme le premier ministre issu de la majorité parlementaire. La grande question est celle de savoir la partition que joueront ces hommes et ces femmes : celle du pouvoir par fidélité de leur serment ou par affinité clanique avec le chef dont sont issus presque tous les chefs de corps de l'armée ou celle du peuple pour répondre à leur mission régaliennne ? Mais cela reste une vision à court terme. Il faut penser le long terme. C'est ce que font certains intellectuels congolais.

Dans une tribune sur la situation du Congo, Wilfried Kivouvou trace le sillon pour un autre Congo.

Le rêve d'une terre africaine plus hospitalière aux peuples d'Afrique demeure un objectif que les indépendances n'ont pas réussi à traduire dans les faits par la seule proclamation du principe de souveraineté. Près de soixante ans après, la longue et pénible traversée de l'un des épisodes les plus sombres de l'histoire connue de notre humanité se poursuit, avec – chose curieuse – la complicité active ou passive de chacun de nous¹⁷.

Telle devrait être la mission principale des tenants actuels du pouvoir au Congo-Brazzaville. Mettre sur pied les institutions véritables de démocratie, non pas cette démocratie à géométrie variable pour leur bien et leur protection. L'avenir du Congo se joue à ce niveau. Il n'est pas dans le partage du pouvoir avec des fameuses équipes gouvernementales d'union nationale, comme on nous l'a toujours servi à la sortie des crises socio-politiques. En fait, ce n'est qu'une stratégie de plus pour la conservation du pouvoir, une escroquerie politique.

L'Afrique change et continuera de le faire, renchérit BenYahmed. Les « rigidités » ne pourront perdurer. Deux choix s'offrent à nos dirigeants face à cette évolution inexorable : soit la préparer et l'accompagner, dans l'intérêt de tous, comme cela semble être le cas en Afrique de l'Ouest. Soit s'évertuer à y échapper, comme en Afrique centrale. Pour finalement la subir, avec tous les risques que cela comporte. La chienlit en RD Congo comme réponse à cette « prophétie »¹⁸. ■

17 Wilfried KIVOUVOU, « La Souveraineté, l'État et Nous », in <http://congo-liberty.com/?p=16249>

18 Marwane BEN YAHMED, « Deux Afrique », in *Jeune Afrique*, le 30 mai 2016.